



Conseil économique et social

Distr. générale
21 novembre 2014
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2015
26 janvier-3 février et 13 février 2015

**Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Family Africa	3
2. Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran	4
3. Family Research Council	6
4. Federation of National Representations of the Experiment in International Living	7
5. Free World Foundation	9
6. Friends World Committee for Consultation	10
7. Fundación Eudes	13
8. Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer	14
9. Confédération générale des syndicats	16
10. Congrès africain global	18



11. Alliance mondiale contre la traite des femmes	19
12. Société Hawa pour les femmes	21
13. Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries	22
14. IFENDU for Women's Development	24
15. Intersos Humanitarian Aid Organization	26

1. Family Africa

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Family Africa intervient dans les domaines de la lutte contre le VIH et la tuberculose et de l'autonomisation des femmes et des enfants, et est engagé dans la fourniture de programmes médicaux, alimentaires, d'alphabétisation sanitaire et d'éducation en Ouganda, au Kenya et en Afrique du Sud.

Buts et objectifs de l'organisation

Family Africa soutient les familles vivant avec le VIH et la tuberculose, met en œuvre des programmes de sensibilisation et des projets médicaux et améliore la vie des femmes et des enfants par le biais de l'éducation à travers l'Afrique.

Changements à signaler

Family Care Nigeria, une de ses filiales, n'est plus sous la coupe de l'organisation faîtière.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Family Africa s'emploie à faire une différence à travers l'éducation et les services d'appui en matière de VIH. Elle compte à son actif 25 programmes en cours d'exécution dans les écoles et une campagne de sensibilisation sur le VIH qui a permis de toucher 25 000 écoliers. Family Africa a organisé des séminaires sur les thèmes du VIH et de l'éducation de la petite enfance à l'intention d'enseignants de 200 écoles. Elle fournit des vivres à 140 familles vivant avec le VIH et la tuberculose, nourrit 500 enfants chaque semaine en Afrique du Sud et exécute un vaste programme de restauration scolaire au Kenya. Elle gère également des projets médicaux en Afrique du Sud et au Kenya et a créé un nouvel internat qui accueille les orphelins et les enfants des enfants soldats en Ouganda.

Family Africa organise des groupes de soutien hebdomadaires avec des services de conseil personnalisés et une thérapie de groupe au profit des femmes séropositives afin de leur permettre de prendre en main leur vie et leur santé. Ses méthodes se sont avérées bénéfiques pour les bébés des membres du groupe de soutien qui sont nés séronégatifs, des programmes d'alphabétisation et d'aide aux devoirs ciblent les adolescents dans les camps de squatters et une garderie gratuite a été créée pour les orphelins et les enfants de femmes séropositives. Elle gère également des programmes pour les jeunes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été indiquée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été précisée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation est à l'origine des initiatives suivantes : des programmes de sensibilisation sur le VIH pour les écoles, des séminaires de formation sur le VIH à l'intention des enseignants, l'alphabétisation, des projets médicaux, la prise en charge des orphelins, l'autonomisation des femmes par l'alphabétisation et l'éducation sanitaire et des programmes d'alimentation pour améliorer la nutrition des femmes et des enfants ainsi que celle des personnes vivant avec le VIH et la tuberculose.

2. Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

L'Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran a été créée en 1995. Les activités de l'association sont liées aux problèmes de santé et sont apolitiques, à but non lucratif et bénévoles. L'association qui intervient aux niveaux national, régional et international est membre à part entière de la Fédération internationale pour la planification familiale. Le cadre stratégique pour la période 2008-2013 souligne les cinq domaines thématiques dans lesquels s'inscrivent ses activités et ses programmes, à savoir : l'avortement, le VIH et le SIDA, les adolescents, l'accès et le plaidoyer.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association conçoit une République islamique d'Iran plus heureuse et plus saine dans laquelle chaque femme, homme et jeune a un accès équitable à l'information sur la santé sexuelle et reproductive et à des services de qualité sans se heurter à la stigmatisation et la discrimination. Les services de l'organisation visent le bien-être individuel et elle reconnaît les droits sexuels et reproductifs comme un droit humain fondamental. Les activités de l'association touchent aux questions de santé qui contribuent à la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, en particulier chez les filles, les femmes et les jeunes vulnérables et d'autres groupes vulnérables, selon une approche compatible avec les valeurs culturelles de la société et conforme aux lois et règlements de la République islamique d'Iran et à sa Constitution.

Changements à signaler

L'Association pris un nouveau nom : Family Health Association of Iran (Association iranienne de la santé familiale). Elle a modifié ses statuts et a élaboré des politiques pour les harmoniser avec les objectifs, les politiques et les normes d'accréditation de la Fédération internationale pour la planification familiale. Elle a par ailleurs signé un mémorandum d'accord avec des organisations internationales, y compris avec les principales parties prenantes, dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a :

- Organisé un atelier sur la santé procréative en septembre 2012 au profit du personnel féminin des prisons avec la coopération du Programme des Nations Unies pour le développement;
- Outillé les travailleurs du sexe de Téhéran, qui y participaient, à travers un programme de santé sexuelle et reproductive complet, étalé sur cinq ans, intitulé Mikhak et financé par l'Union européenne;
- Créé un centre éducatif et de soutien des jeunes en février 2012, financé par l'Union européenne sur cinq ans;
- Lancé un projet de clinique mobile pour les réfugiés afghans en novembre 2010, financé par le Gouvernement du Japon;
- Créé une dynamique autour de la santé sexuelle et reproductive et de l'intégration du VIH en République islamique d'Iran, qui bénéficie du soutien financier de la Fédération internationale pour la planification familiale et de la Commission européenne depuis mai 2013;
- Créé les centres Mikhak Sefid et Ghasedak en 2010, financés par l'Université Shahid Beheshti et l'Université des sciences médicales de Téhéran.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 29 juin au 1^{er} juillet 2010, l'association a assisté aux consultations annuelles du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avec les organisations non gouvernementales, à l'Office des Nations Unies à Genève. En 2013, l'association a pris part à la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme tenue à Genève où elle a fait trois déclarations orales. Depuis 2009, et conformément à la nouvelle politique du Gouvernement de la République islamique d'Iran, les organisations non gouvernementales ne sont pas autorisées à signer un accord directement avec les organismes des Nations Unies, et la signature d'accords ou la mise en œuvre de projets doit être faite par le truchement du Gouvernement. La rareté des fonds et la difficulté à obtenir les visas constituent des obstacles à la participation aux réunions en Europe et aux États-Unis d'Amérique.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2011, l'Association a organisé une session de formation à la prévention du VIH/sida dans les prisons, en collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida.

Initiatives prises en appui aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1, l'organisation a distribué des vivres et des fournitures médicales aux femmes et aux filles vulnérables. S'agissant de **l'objectif 2**, elle a aidé les enfants pauvres à poursuivre leurs études dans des établissements scolaires. En ce qui concerne **l'objectif 3**, elle a organisé des ateliers d'entrepreneuriat au profit des femmes et des jeunes vulnérables afin de les autonomiser et de les aider à vendre leurs produits. S'agissant de **l'objectif 5**, L'organisation a fourni des services de

santé sexuelle et reproductive pour réduire le taux de mortalité chez les femmes. En ce qui concerne l'**objectif 6**, elle a outillé les travailleuses du sexe vulnérables de Téhéran par le canal du centre d'accueil *Mikhak*; créé un centre éducatif et de soutien à la jeunesse et un projet de clinique mobile; elle a également insufflé une dynamique aux programmes de santé sexuelle et reproductive et à l'intégration du VIH en République islamique d'Iran; elle a travaillé sur la contribution du groupe de pays musulmans à l'atelier qui s'est tenu en avril 2013, en collaboration avec l'Université Rutgers, pour examiner les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà des processus de 2014 et, en septembre 2012, a organisé un atelier sur la santé procréative à l'intention du personnel féminin des prisons, en coopération avec le PNUD.

3. Family Research Council

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

La vision de Family Research Council (FRC) est celle d'une culture dans laquelle la vie humaine est valorisée, les familles s'épanouissent et la liberté religieuse prospère. FRC se propose de faire progresser la foi, la famille et la liberté dans les politiques publiques et la culture selon la vision chrétienne du monde.

Buts et objectifs de l'organisation

Family Research Council a été fondé en 1983 pour se consacrer entièrement à la promotion du mariage et de la famille. Son personnel s'efforce, à l'aide de livres, de brochures, d'apparitions dans les médias, de manifestations publiques, de débats et de témoignages, de veiller à ce que les attributs uniques de la famille soient reconnus et respectés par les instances légiférantes, les tribunaux et les organismes régulateurs nationaux et internationaux. En outre, FRC soutient les politiques et lois nationales et internationales qui reconnaissent le caractère sacré de la vie humaine.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

De 2010 à 2013, FRC a pris part aux réunions et a fourni des informations concernant les enfants, la famille et les questions des droits de l'homme aux acteurs concernés du système des Nations Unies et à ses membres. Il estime que la préservation de structures familiales fortes est une condition préalable pour une croissance soutenue, pour l'égalité sociopolitique et le développement économique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

FRC a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 1^{er} au 12 mars 2010, au cours de laquelle il a fourni des informations aux délégués sur les questions relatives à la famille, aux enfants et aux droits de l'homme. À la cinquante-cinquième session de

la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 22 février au 4 mars 2011, FRC et ses partenaires ont organisé des manifestations parallèles, sous la forme de deux ateliers sur la santé des femmes, abritées par la Commission internationale de la justice sociale de l'Armée du Salut.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La section ci-dessus, relative à la contribution du FRC à des activités des Nations Unies, décrit la coopération avec des organismes des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En rapport avec l'objectif 3, FRC a produit deux articles en avril et décembre 2011 sur le thème de l'homicide sexiste dont sont victimes les filles et a publié en 2012 une brochure sur l'esclavage moderne et sur les moyens de lutte contre la traite des personnes au sein des communautés. S'agissant de l'objectif 5, FRC a rédigé un article sur l'avortement et la santé des femmes en septembre 2012.

4. Federation of National Representations of the Experiment in International Living

Statut consultatif spécial, 1978

Introduction

La Federation of National Representations of the Experiment in International Living est un réseau de 23 organisations à but non lucratif ayant son siège aux États-Unis d'Amérique. De nouvelles adhésions ont été récemment enregistrées au Guatemala, au Pérou et en Suisse.

Buts et objectifs de l'organisation

La fédération a pour buts et objectifs de faciliter le travail des organisations membres dans la promotion de la participation permanente des individus à des expériences d'apprentissage interculturelles, qui encouragent le développement de la compréhension et du respect pour les gens à travers le monde.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La fédération fait connaître les activités des Nations Unies par le biais de liens depuis son site vers divers sites affiliés des Nations Unies. Un calendrier en ligne publie les commémorations, les événements et les conférences du système des Nations Unies. En 2013, lors de son assemblée générale, les membres ont voté pour réaffirmer son attachement à la Déclaration des droits de l'enfant. Au Maroc, la fédération a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement au lancement d'un centre de volontariat national. Le programme de la fédération en Allemagne a travaillé en collaboration avec le comité de planification à la soixante-

quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn à Bonn (Allemagne) du 3 au 5 septembre 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fédération a participé, entre autres, aux réunions et manifestations suivantes :

- À la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn en Allemagne du 3 au 5 septembre 2011;
- Aux cinquante-quatrième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme;
- À la réunion d'information du Département de l'information sur l'égalité des droits et l'égalité des chances pour les femmes arabes 15 ans après Beijing, tenue à New York en mars 2010;
- À la réunion d'information du Département de l'information sur les répercussions des changements climatiques sur les populations vivant dans la pauvreté, tenue à New York en novembre 2012.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Ministère de l'éducation du Chili, le programme de la fédération au Chili a placé des auxiliaires pédagogiques anglophones dans les écoles publiques à travers le pays au cours de la période 2002-2013. En 2010, le programme de la fédération au Mexique a coopéré avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'envoi d'étudiants en République arabe syrienne, où ils ont travaillé dans un camp d'été établi par l'Office pour les enfants réfugiés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le programme de la fédération en Irlande appelé « Seed Fonds Micro Grant Scheme » a appuyé des activités de sensibilisation liées aux objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation a placé des bénévoles dans des organisations communautaires pour prendre part à des projets dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale, de la santé publique et du développement rural.

Par rapport à l'objectif 1, le programme de la fédération en Argentine a travaillé avec les écoles rurales à Salta pour résoudre les problèmes d'alphabétisation et de nutrition en mettant l'accent sur la reconstruction des écoles, la fourniture d'aide aux enfants et la création de sources d'approvisionnement durable en denrées alimentaires.

En ce qui concerne l'objectif 2, le programme de la fédération aux États-Unis d'Amérique a travaillé en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux sur le Pakistan Reading Project, qui vise à renforcer les compétences en lecture des enfants dans ce pays.

S'agissant de l'objectif 6, le programme de la fédération en Afrique sur la campagne mondiale de sensibilisation concentre ses efforts sur la lutte contre le VIH/sida. Les participants s'engagent comme bénévoles au sein d'une organisation de lutte contre le VIH/sida et organisent des campagnes de sensibilisation à leur retour chez eux.

5. Free World Foundation

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Free World Foundation s'efforce de bâtir une société où les droits fondamentaux sont respectés, l'état de droit règne en maître absolu, la bonne gouvernance est garantie et des mesures adéquates sont en place pour assurer la paix et la sécurité.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation apporte soins et soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida et aux orphelins et enfants vulnérables. Elle est également engagée dans le plaidoyer pour la compréhension et la lutte contre la stigmatisation liée au VIH, la sensibilisation sur la tuberculose et l'organisation de programmes de lutte contre le paludisme. L'objectif de l'organisation est de fournir une assistance-emploi et des services de santé, de logement et de soutien aux femmes qui sont défavorisées du fait de la pauvreté, de la privation de logement et du VIH/sida. Elle encourage l'éducation en offrant des bourses aux étudiants et en leur fournissant des uniformes et des fournitures scolaires.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La fondation a contribué à la célébration des événements suivants :

- La Journée internationale de la femme chaque année;
- La Journée mondiale sans tabac le 31 mai 2012 et le 31 mai 2013, à travers la projection de films et des débats radiophoniques;
- La Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2013, en plantant des arbres dans les trois régions du nord du Ghana;
- La Journée mondiale contre le travail des enfants le 12 juin 2011 et le 12 juin 2012;
- La Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, chaque année.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fondation n'a pas pu prendre part aux réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires en raison du manque de ressources et, dans la plupart des cas, l'arrivée tardive des invitations qui rendent toute participation de la fondation impossible.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le Centre d'information des Nations Unies à Accra dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de la paix; elle a reçu le soutien de l'Organisation mondiale de la santé pour organiser la Journée mondiale sans tabac le 31 mai 2012 et le 31 mai 2013; elle reçu l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement pour commémorer la Journée internationale pour la préservation de la couche d'ozone le 16 septembre 2010 et le 16 septembre 2011; elle a bénéficié de l'appui technique et financier du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement au Ghana pour commémorer la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2013; elle a reçu le soutien du Centre d'information des Nations Unies à Accra pour organiser des compétitions inter-écoles parmi les lycées sélectionnés pour commémorer la Journée des Nations Unies le 24 octobre 2011, le 24 octobre 2012 et le 24 octobre 2013 et, le soutien technique du bureau du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida au Ghana pour célébrer la Journée mondiale de la lutte contre le sida le 1^{er} décembre 2011, le 1^{er} décembre 2012 et le 1^{er} décembre 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant de l'objectif 1, la fondation a doté plus de 2 000 personnes à travers le pays de compétences professionnelles; celles qui ont suivi la formation dans son intégralité ont actuellement un revenu journalier de plus de 7 dollars.

En ce qui concerne l'objectif 2, la fondation a construit plus de 846 salles de classe à travers le pays et a déployé plus de 483 enseignants à des postes dans des zones rurales reculées du pays.

S'agissant de l'objectif 6, la fondation a organisé des séminaires de plaidoyer et de changement de comportement et distribué plus de 10 000 préservatifs (y compris aux travailleuses du sexe).

6. Friends World Committee for Consultation

Statut consultatif général, 2002

Introduction

Friends World Committee for Consultation encourage la fraternité entre toutes les branches de la Religious Society of Friends.

Buts et objectifs de l'organisation

Créé en 1937, le comité facilite les activités internationales en faveur d'un monde plus pacifique et plus humain. Le bureau du comité à New York est géré et financé essentiellement par l'American Friends Service Committee, une

organisation Quaker indépendante basée aux États-Unis. Le bureau de l'organisation à Genève est une entité indépendante basée en Suisse régie par le comité et la Quaker Peace and Social Witness, de l'Assemblée annuelle de Grande Bretagne, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le comité a appuyé les activités des organes et processus des Nations Unies à travers en organisant et en participant à des réunions parallèles, y compris pour le compte de la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, l'Instance permanente sur les questions autochtones, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, le Comité des organisations non gouvernementales auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Conseil des droits de l'homme, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En avril 2010, le comité a participé au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Salvador (Brésil), du 12 au 19 avril 2010, et a organisé des réunions parallèles sur les enfants de prisonniers. Le Comité a également participé aux sessions annuelles de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne. Lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, de 2010 à 2013, le comité a présenté des déclarations écrites et orales et organisé des manifestations parallèles sur les enfants de prisonniers, les enfants de parents condamnés à mort et, l'objection de conscience au service militaire. Par ailleurs, des membres du comité ont participé aux sessions annuelles du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

- Le comité a pris part aux sessions du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et l'Instance permanente sur les questions autochtones au cours de la période considérée et a assuré la liaison avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.
- En novembre 2011 et juin 2013, le comité a tenu une réunion d'information avec le Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et la résolution des conflits en Afrique.
- Le comité a participé à la dix-huitième et à la dix-neuvième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Doha du 26 novembre au 8 décembre 2012 et à Varsovie du 11 au 23 novembre 2013, respectivement.

Le comité a pris part à la deuxième session du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, tenue à Bonn (Allemagne) du 29 avril au 3 mai 2013.

- En 2012 et 2013, le comité a participé aux réunions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le bureau de l'organisation à Genève a pris part aux négociations en cours avec le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En octobre 2010, le comité a organisé une manifestation publique de concert avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Université de Genève, intitulée « Mobilité humaine : répercussions des changements climatiques sur le bien-être des populations. »

Le comité a tenu une réunion d'information avec les organes conventionnels des droits de l'homme des Nations Unies et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme au sujet des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), qui ont été adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/229 du 21 décembre 2010.

En février 2011 et février 2013, le comité a organisé, conjointement avec l'Institut international pour la paix, avec le soutien du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, un atelier à l'intention des nouveaux membres de la Commission de consolidation de la paix.

Le comité a organisé des réunions avec les organisations non gouvernementales pour le compte du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie en mai 2011, du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi en décembre 2011 et, de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Région des Grands Lacs en juin 2013.

En mai 2013, le comité a coorganisé une conférence à Beijing sur les opérations d'établissement, de maintien et de consolidation de la paix des Nations Unies, qui a réuni des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Département des opérations de maintien de la paix.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2012 et 2013, le comité a tenu une série de réunions à New York sur les questions de paix et de stabilité liées au développement durable. Son programme alimentaire et de durabilité a contribué à l'objectif 1 du Millénaire pour le développement visant à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim par la recherche et l'analyse. Le comité a coorganisé une manifestation sur la paix, le développement et la sécurité humaine et les nouveaux objectifs du Millénaire pour le développement au Palais des Nations à Genève le 23 mai 2013, avec la participation du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et le Programme des Nations Unies pour le développement.

7. Fundación Eudes

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

La fondation vient en aide aux patients qui ont un statut socioculturel et économique faible de la ville de Mexico et ses banlieues. La santé et les sphères économiques, sociales et psychologiques des personnes séropositives sont touchées. Tous ces facteurs contribuent à leur vulnérabilité et à la discrimination dont elles sont victimes. La fondation vise à réduire et éventuellement à combler le déficit en ressources des patients, en particulier les veuves et les mères célibataires.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation a pour mission d'apporter une assistance personnalisée aux patients du VIH/sida et à leurs familles afin de leur rendre leur dignité, en améliorant leur état de santé et en leur redonnant la place qui est la leur au sein de la société. Plus de 800 patients ont bénéficié des activités de l'organisation destinées à améliorer la qualité de vie des personnes souffrant du VIH/sida qui ont un faible revenu. Elle fournit un suivi médical et des soins de santé, des conseils nutritionnels, un soutien psychologique et une assistance spirituelle.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La fondation organise des conférences sur la prévention, conseille les patients et leurs familles et dispense des cours d'éducation sexuelle, et sensibilise à l'utilisation de moyens de contraception adéquats et cohérents dans plusieurs universités, collèges et lycées. La fondation organise plusieurs ateliers hebdomadaires et mensuels à l'effet de sensibiliser les patients et leurs partenaires à l'utilisation du préservatif. La prévention de la transmission mère-enfant est encouragée en essayant de convaincre les jeunes femmes en âge de procréer de se soumettre à un test rapide du VIH et de commencer la thérapie antirétrovirale en cas de résultat positif.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011, la fondation a présenté une déclaration orale aux Nations Unies, en collaboration avec le Centro de Estudios y Formación Integral de la Mujer et, Vida y Familia de Guadalajara. L'organisation a également assisté à la réunion de haut niveau sur le sida, tenue à New York du 8 au 10 juin 2011.

En 2012, la fondation a participé à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 27 février au 9 mars 2012.

En 2013, la fondation a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 4 au 15 mars 2013 et, à la douzième Assemblée de la jeunesse aux Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été précisée.

Initiatives prises en appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soutient les objectifs du Millénaire pour le développement à travers la lutte contre la discrimination. Elle a encouragé l'utilisation du préservatif et le dépistage précoce du VIH/sida pour les femmes en âge de procréer et les femmes de la population générale, y compris les personnes des groupes à haut risque et, soutenu la thérapie antirétrovirale précoce dans les cas de résultats positifs au VIH.

8. Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, en français « Fondation pour les études et la recherche sur les femmes », est une organisation non gouvernementale à but non lucratif créée en 1989 et basée à Buenos Aires. La fondation travaille en collaboration avec d'autres organisations et réseaux aux niveaux local, national, régional et international sur des projets opérationnels et/ou en qualité d'organisation membre. La fondation intervient au niveau national en Argentine, au niveau régional en Amérique latine et dans d'autres régions du monde, y compris l'Asie et le Pacifique, l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Europe.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation a pour but d'améliorer les conditions sociales, professionnelles, juridiques, politiques, économiques, familiales et sanitaires des femmes en Argentine à travers la défense de leurs droits et la promotion de meilleures conditions de vie ainsi que la parité des sexes. Pour atteindre ces objectifs, la fondation a :

- Conseillé le Gouvernement de l'Argentine et des organisations non gouvernementales, des universités et des professionnels sur les programmes relatifs à l'égalité des sexes;
- Réalisé des études et des recherches sur des sujets tels que l'égalité des sexes, le travail, l'éducation et les droits familiaux, les modèles et les programmes de santé, les droits sexuels et reproductifs;
- Formé et sensibilisé les femmes et les filles, les personnels de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, les organisations non gouvernementales et d'autres institutions;
- Formé et sensibilisé les adolescents en matière de sexualité, sur l'égalité des sexes, la prévention des grossesses non désirées, les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida;

- Organisé des conférences, des projections vidéos suivies de débats et d'entretiens sur des thèmes prioritaires d'intérêt relatifs à la condition des femmes et leurs droits en termes de travail, de santé, d'éducation, d'environnement et d'action politique et sociale;
- Conçu et produit des outils de formation sur la santé sexuelle et reproductive, y compris le VIH/sida.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La fondation a promu et a mobilisé la participation des organisations de femmes dans la région, le développement de contributions, de commentaires et le plaidoyer qui ont conduit à la création de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2010 à 2013, la fondation a participé activement aux sessions de la Commission sur la condition de la femme. En sa qualité de coordonnatrice de la campagne « Les Femmes n'attendront pas », l'organisation a organisé en 2013 deux manifestations lors des sessions de la Commission de la condition de la femme, avec l'appui des Gouvernements du Brésil et d'El Salvador et, une manifestation parallèle lors du forum des organisations non gouvernementales. Lors de la session de 2013, la fondation a coordonné, par le biais du comité des organisations non gouvernementales d'Amérique latine et des Caraïbes, un projet régional sur la violence à l'égard des femmes et des filles, qui a permis de recueillir les contributions de 98 organisations féminines venues de toute la région.

En 2011 et 2012, la fondation a organisé des événements sur l'équité du traitement des deux sexes et sur l'intégration de la violence à l'égard des femmes dans la riposte au VIH et, a également produit des déclarations écrites sur les thèmes du débat général. La fondation a participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles, à sa soixante-sixième session.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La fondation a coanimé la discussion en ligne sur la façon de tirer parti des leçons apprises de la lutte mondiale contre le VIH dans le but d'améliorer la santé mondiale dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, tenue en janvier et février 2013 et coordonnée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida. L'organisation a été élue délégué du groupe des organisations non gouvernementales d'Amérique latine et des Caraïbes auprès du Conseil de Coordination de Programme du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, de décembre 2010 à décembre 2013, et siège également en qualité de membre élu du groupe régional consultatif de la société civile auprès du Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes depuis 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation est à l'origine des initiatives suivantes :

a) En ce qui concerne les objectifs 3, 5 et 6, la fondation a coordonné, d'août à décembre 2013, un projet mondial pour l'après-2015 dénommé « Groupe de femmes mondial sur l'égalité des sexes, la violence sexiste, le VIH et le cadre pour l'après-2015 », qui a réuni des groupes de femmes du monde entier pour prendre part au processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 aux niveaux régional et international;

b) Le Fonds des Nations Unies pour la population appuie depuis 2012 le projet de suivi-évaluation de la fondation sur la diffusion du Programme d'action au-delà du Caire+20 en Argentine, qui donne de la visibilité au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adoptée au Caire en septembre 1994, et au processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 en Argentine et, soutient le plaidoyer commun entre les organisations non gouvernementales au niveau national. Le Fonds des Nations Unies pour la population fournit également un soutien à la participation des jeunes dans ce cadre, à travers le projet « Au-delà du Caire + 20 : les protagonistes adolescents et jeunes »;

c) De novembre 2010 à janvier 2012, la fondation a mis au point un projet intitulé « Beijing + 15 : des paroles aux actes – progrès, défis et recommandations pour une mise en œuvre efficace », avec le soutien du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, sous la forme d'un projet de suivi de l'évaluation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;

d) De mai 2010 à avril 2011, la fondation a coordonné un projet avec le soutien de la Fondation Ford pour analyser les lacunes et les progrès dans la réalisation des objectifs 3, 5 et 6 au niveau mondial;

e) De mai à novembre 2010, avec le soutien d'Oxfam Novib, la fondation a coordonné un projet d'analyse des lacunes et des progrès dans la réalisation de l'objectif 5 au niveau mondial;

- De mai à octobre 2010, la fondation, en collaboration avec le Réseau national argentin des adolescents et des jeunes pour la santé sexuelle et reproductive, a mis au point un projet intitulé « J'exerce mes droits » (*Ejercito mis derechos*), qui a mis l'accent sur la cible 5.B de l'objectif 5 en Argentine, avec le concours de l'Advocacy Flexi Fund de la branche de l'hémisphère occidental de la Fédération internationale pour la planification familiale.

9. Confédération générale des syndicats

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

La Confédération générale des syndicats est une organisation syndicale internationale dont le siège se trouve à Moscou et qui compte 50 millions de membres et des centrales syndicales nationales affiliées dans neuf pays de la

Communauté des États indépendants, à savoir : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldavie, l'Ukraine et le Tadjikistan.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation, qui a pour devise la lutte pour un travail décent, la justice sociale et le plein emploi productif, y compris l'emploi des jeunes, a été créée dans le but de consolider les efforts de ses organisations affiliées et de protéger les droits sociaux et du travail ainsi que les intérêts des travailleurs dans la région de la Communauté des États indépendants.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a joint ses efforts à ceux d'autres organisations de la société civile afin d'œuvrer ensemble à la recherche de solutions aux deux problèmes mondiaux fondamentaux que sont le travail décent et la promotion de la justice sociale pour tous. Elle contribue de manière active à la promotion des principes, des politiques, des objectifs, des initiatives et des stratégies des Nations Unies par le biais de ses publications. En 2012, l'organisation a publié une déclaration exhortant tous les gouvernements de la région à ratifier la Recommandation n°202 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les planchers de protection sociale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont participé aux manifestations des Nations Unies suivantes :

- Les quatre-vingt-dix neuvième, centième, cent unième et cent deuxième sessions de la Conférence internationale du travail, tenues à Genève;
- Les quarante-huitième et cinquantième sessions de la Commission du développement social, tenues à New York;
- La neuvième réunion régionale européenne de l'Organisation internationale du travail sur le thème « Emploi, croissance et justice sociale », tenue à Oslo du 8 au 10 avril 2013;
- La dix-neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail, tenue à Genève en octobre 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation maintient le contact avec le Centre d'information des Nations Unies à Moscou, l'Équipe d'appui technique au travail décent de l'Organisation internationale du travail basée à Moscou et le bureau de pays pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. L'organisation a préparé une enquête en juillet 2010 et en octobre 2011 sur la situation de la rémunération du travail dans les pays de la Communauté des États indépendants et l'action solidaire des syndicats pour protéger les intérêts des travailleurs. L'enquête a été soumise au siège de

l'Organisation internationale du Travail à Genève et à son bureau sous-régional de Moscou.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2012, l'organisation a lancé un appel aux syndicats du monde, exhortant tous les pays, en particulier ceux de la région de la Communauté des États indépendants, à mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement et à adopter le plancher minimum de protection sociale recommandé. Dans le cadre des efforts visant à éradiquer la pauvreté, l'organisation mène une campagne de solidarité pour que le salaire minimum ne soit pas inférieur au minimum vital avec le concours des mouvements syndicaux de la Communauté des États indépendants. L'organisation a également célébré la Journée mondiale pour le travail décent organisée chaque année dans le but d'apporter un appui aux efforts de l'Organisation internationale du travail pour instaurer le concept de travail décent dans les pays de la Communauté des États indépendants.

10. Congrès africain global

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Le Congrès africain global est un réseau international d'organisations non gouvernementales qui a été créé par les Afrikans et leurs descendants du continent africain et de la diaspora pour répondre aux besoins de tous ses membres.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif de l'organisation est de faire office de source d'information, de soutien technique et de consultation pour les organisations membres œuvrant dans le domaine de la justice sociale, de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et des droits démocratiques, de la parité économique et de la restauration de la dignité humaine. Elle vise également à obtenir avec succès des réparations conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, adoptés lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été précisée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été précisée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été précisée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a planifié et accueilli la cinquième assemblée de la conférence des peuples des Caraïbes tenue à l'Université des Antilles, à Cave Hill, (Barbade) en août 2010. La conférence a porté sur les crises économiques internationales et la dette, la drogue, la criminalité, la décadence culturelle et le racisme, l'éducation et la santé, les réparations, l'environnement, la réduction de la pauvreté et le VIH/sida.

11. Alliance mondiale contre la traite des femmes

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'Alliance mondiale contre la traite des femmes rassemble plus de 100 organisations non gouvernementales basées en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Amérique du Nord, aux Caraïbes et en Europe. Depuis son siège à Bangkok, le secrétariat international de l'Alliance coordonne ses activités, recueille et diffuse des informations et défend ses intérêts aux niveaux régional et international. Elle compte parmi ses membres des organisations de défense des droits des migrants, des organisations de lutte contre la traite, des groupes de travailleurs migrants auto-organisés, des employés de maison, des survivants de la traite et des travailleurs du sexe, des organisations de défense des droits de l'homme et des femmes ainsi que des prestataires de services directs.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Alliance a pour mission de veiller au respect et à la protection, par les autorités et les organismes, des droits fondamentaux de toutes les femmes qui migrent. L'Alliance fait la promotion des droits des travailleuses migrantes et des victimes de la traite et estime que garantir une migration sûre et des politiques équitables en milieu de travail devraient être au cœur de tous les efforts de lutte contre la traite. Elle plaide pour des conditions de vie et de travail qui offrent aux femmes davantage d'alternatives dans leur pays d'origine. Elle prépare et diffuse à l'intention des femmes des informations sur la migration, les conditions de travail et leurs droits. L'Alliance plaide pour l'intégration des normes des droits de l'homme dans toutes les initiatives de lutte contre la traite, y compris dans la mise en œuvre du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Les principales activités de l'Alliance au cours de la période 2010-2013 étaient en faveur de l'établissement d'un mécanisme d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles, y compris le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la

criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui étaient en cours de négociation à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En 2013, l'Alliance a concentré ses efforts sur le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement. En outre, elle a soutenu le mandat du Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Dans le cadre de ses travaux sur le mécanisme d'examen proposé à la Convention contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles, l'Alliance a participé au douzième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Salvador (Brésil), du 12 au 19 avril 2010, à la vingt-et-unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue du 23 au 27 avril 2012 et à la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenue à Vienne du 15 au 19 octobre 2012.

Au cours de la période considérée, l'Alliance a également participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève.

Elle a participé à la quarante-sixième session de la Commission de la population et du développement, tenue à New York du 22 au 26 avril 2013, aux auditions informelles interactives sur les migrations internationales et le développement, tenues à New York le 15 juillet 2013 et au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, tenu à New York les 3 et 4 octobre 2013.

L'Alliance a présenté un rapport parallèle sur la question des travailleurs migrants au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui s'est réuni à New York du 11 au 29 juillet 2011.

Elle a également assisté à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial de lutte contre la traite des personnes, tenue à New York les 13 et 14 mai 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'Alliance a organisé, avec le concours de la Fondation pour les femmes et en coopération avec le Bureau régional de l'Asie du Sud-Est du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, une consultation sur la prévention de la traite avec le Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, tenue à Bangkok le 18 janvier de 2010. L'Alliance a coorganisé une table ronde avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la contrebande, à Bangkok du 20 au 22 juin 2011. Elle a participé à deux consultations en Turquie organisées par le Rapporteur spécial, tenues à Ankara le 12 novembre 2012 et à Istanbul le 13 novembre 2012. L'Alliance a assisté à la réunion d'experts sur le travail forcé et la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail de l'Organisation internationale du travail, tenue à Genève du 11 au 15 février 2013. En 2013, l'alliance a participé à deux réunions d'experts organisées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, sur les migrations, les droits de l'homme et la

gouvernance et les principes et lignes directrices en matière de droits de l'homme aux frontières internationales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif 3, l'Alliance a soutenu les efforts des femmes et des travailleuses migrantes victimes de la traite pour s'organiser et faire valoir leurs droits et a appelé à des politiques anti-traite fondées sur les droits de l'homme qui prennent en compte les points de vue des femmes qui ont été directement touchées par la traite. L'Alliance compte également des femmes aux postes de direction.

12. Société Hawa pour les femmes

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

La société est un organisme bénévole national fondé en 1983 au Soudan. Elle compte sept antennes dans sept États du Soudan. L'objectif principal de l'organisation est d'améliorer le niveau de vie des femmes dans les zones ciblées.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour principaux objectifs d'améliorer les soins de santé maternelle pour réduire la mortalité infantile, combattre le VIH/sida, promouvoir l'égalité des sexes, atteindre l'autonomie sociale et économique des femmes et des jeunes, éliminer l'analphabétisme chez les femmes, renforcer la protection des droits fondamentaux des femmes et maintenir la paix et la sécurité dans les zones touchées par la guerre dans le nord du Soudan. Pour atteindre ces objectifs, la société a organisé des activités de formation et de renforcement des capacités dans la mise sur pied et la gestion des petites entreprises, octroyé du crédit-troc, fourni des semences améliorées et certifiées de légumes et mis en œuvre des programmes de vulgarisation, organisé des cours de base en obstétrique, organisé une formation sur l'égalité des sexes et des programmes de sensibilisation aux droits de l'homme, organisé des cours d'alphabétisation et une formation à la paix et la résolution des conflits.

Changements à signaler

En raison de la guerre et des conflits naissants au Soudan, l'organisation a pris les dispositions nécessaires pour inclure la paix et la sécurité dans ses termes de référence.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a célébré la Journée internationale de la femme en 2011 et 2012 dans différentes régions du Soudan. Elle a également commémoré la Journée mondiale de lutte contre le sida à travers des campagnes et des conférences de sensibilisation à l'intention des écoliers.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont pris part à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a mis les intrants agricoles et les paquets techniques de vulgarisation nécessaires à la disposition de la société pour distribution à 4 200 ménages. L'Organisation internationale du travail a apporté un soutien financier à la société pour la formation des chefs traditionnels locaux sur la paix et la résolution des conflits.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Les activités de la Société ont porté sur la fourniture d'intrants agricoles et l'octroi de crédit-troc pour l'éradication de la pauvreté et de la faim, la formation de sages-femmes, de paramédicaux et des membres de la société civile aux soins de santé pour la mère et l'enfant.
- Une formation pour faire de l'égalité des sexes une réalité, l'éducation des adultes, des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme, la paix et la sécurité et la coopération avec les organisations nationales, régionales et internationales telles que les organisations non gouvernementales locales, l'Organisation internationale du travail, le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Réseau arabe des sociétés civiles et le Fonds arabe d'assistance technique aux pays africains.

13. Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries est une organisation non gouvernementale basée aux Pays-Bas, qui s'inspire des valeurs humanistes. En partenariat avec les organisations non gouvernementales basées dans les pays en développement, l'institut cherche à contribuer à un monde libre, juste et durable où les citoyens ont un accès égal aux ressources et aux possibilités de développement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'institut offre un soutien financier, technique et politique aux organisations et aux initiatives de la société civile qui partagent ses objectifs. Il est également actif sur le terrain de la sensibilisation et de l'éducation au développement, de la constitution de réseaux, de la mobilisation des pouvoirs publics et de l'échange des connaissances aux Pays-Bas et à l'étranger. L'institut intervient dans trois domaines principaux, à savoir, les droits de l'homme et la démocratie, l'égalité des sexes, le

développement et le VIH/sida, le développement économique durable, le partage des connaissances et le soutien aux médias et aux programmes culturels.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'institut met à la disposition de plus de 700 organisations de contrepartie dans plus de 30 pays un financement de base et de projet pour promouvoir les initiatives liées au développement économique durable, l'agriculture biologique, les énergies renouvelables, le microcrédit, les droits de l'homme, le VIH/sida, l'égalité des sexes, les arts et la culture, les technologies de l'information et de la communication et les médias. Il soutient également les Principes de Yogyakarta relatifs à l'application du droit international des droits de l'homme aux questions d'orientation et d'identité sexuelles et célèbre la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie pour promouvoir la non-discrimination. L'institut joue un rôle prépondérant dans le Réseau de partenariat numérique, qui offre la technologie de l'Internet en toute sécurité et une protection aux cyberactivistes. Il mène un projet de recherche en Amérique latine sur la coopération et les conflits entre les industries extractives et les peuples autochtones. Le Programme des connaissances de Hivos s'engage dans la recherche et organise des séances d'information politique sur les événements du printemps arabe du point de vue de la société civile.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, l'institut a participé en tant qu'observateur à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et a organisé une manifestation parallèle sur le fonds d'appui aux droits sexuels et reproductifs du Gouvernement des Pays-Bas et a appuyé ledit gouvernement dans l'organisation d'une manifestation parallèle sur les lesbiennes et les transgenres.

En 2012, l'institut a été invité par le Ministère des affaires économiques et sociales et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au premier dialogue politique sur le rôle de la coopération au développement dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes qui s'est tenu à Vienne. Lors des dix-neuvième, vingtième et vingt-et-unième sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève, l'organisation a piloté une manifestation parallèle sur la justice transitionnelle et les perspectives des victimes.

En décembre 2012, l'institut et plusieurs dirigeants autochtones d'Amérique latine ont participé au premier Forum sur les entreprises et les droits de l'homme et coorganisé une manifestation parallèle pour plaider en faveur d'une plus grande attention à la situation particulière et aux droits des peuples autochtones. L'organisation a également participé à la session finale de la Revue périodique universelle pour le Guatemala et fait une déclaration orale.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'institut collabore étroitement avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala pour lutter contre l'impunité dans ce pays, par le biais de

l'International Platform against Impunity, de l'Impunity Watch et du Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos. Il a également facilité la participation de dirigeantes de la société civile aux négociations de paix syriennes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'institut est membre de l'Alliance 2015 qui œuvre à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Sans toutefois intervenir directement auprès des gouvernements, l'institut contribue par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales locales qui œuvrent à la réduction de la pauvreté chez les petits exploitants agricoles, à la lutte contre le VIH/sida, à la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes et pour bâtir une société civile plus forte en général.

14. IFENDU for Women's Development

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

IFENDU for Women's Development est une organisation non gouvernementale dont le siège se trouve à Enugu, capitale de l'État du même nom, au Nigéria. L'organisation se consacre à la sensibilisation sur l'égalité des sexes à travers des publications, la formation et la sensibilisation des communautés et des organisations pour apporter des changements afin d'arriver à l'égalité des sexes. Bien que son siège social se trouve à Enugu, son rayon d'action couvre l'ensemble du territoire national.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à contribuer à créer un monde dans lequel les hommes et les femmes sont véritablement égaux. Elle soulève des questions essentielles ayant trait à l'égalité des sexes, à la religion et à la culture, à la sexualité et au VIH/sida, à la traite des personnes et aux questions écologiques à travers des publications, la formation, le plaidoyer et la sensibilisation des communautés et des organisations.

Changements à signaler

Le nombre d'administrateurs est passé de cinq à neuf en 2012 à l'issue d'une modification mineure des statuts et du règlement intérieur. Les capacités du personnel au Nigeria ont été renforcées grâce à la formation sur la prévention du VIH/sida et aux soins à domicile et au Libéria à travers un cours d'alphabétisation. Un atelier de sensibilisation sur l'égalité des sexes a été reformé en éducation pour l'autonomisation, avec un outil spécial pour lutter contre la violence fondée sur le sexe entre les groupes confessionnels.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Engagée en qualité de consultant par l'Agence américaine pour le développement international, de février à mai 2014, ses représentants ont mobilisé et formé des membres des communautés rurales sur l'abolition des pratiques

traditionnelles qui sont néfastes aux femmes et aux filles dans le sud-est du Nigeria et abouti à la production d'outils de sensibilisation.

L'organisation a présenté une déclaration écrite sur les buts et objectifs liés à l'éducation au cours du débat de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil tenue au Palais des Nations, à Genève, du 4 au 8 juillet 2011, dans laquelle elle a plaidé pour un accès accru des femmes à l'éducation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Des représentants ont pris part à la Commission de la condition de la femme, tenue à New York et livré des déclarations orales.
- Des représentants ont pris part à un atelier de renforcement des capacités d'une journée à l'intention des grands groupes sur le développement durable et le renforcement des capacités tenue avant la deuxième réunion intersessions du processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue au New Economic Institute à New York le 14 décembre 2011.
- Les représentants ont pris part à la deuxième réunion intersessions du processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à New York les 15 et 16 décembre 2011.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a bénéficié de trois sessions de formation du Programme des Nations Unies pour le développement à l'intention des organisations de la société civile à Uyo en 2012, à Lagos et à Abuja au Nigeria en 2013. Ses représentants ont collaboré avec la Women Optimum Development Foundation avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en 2011 sur un projet centré sur les médias intitulé « Voix : sur la violence à l'égard des femmes », un programme interactif de Radio Nigeria Enugu.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement par des publications sur l'égalité des sexes, l'atténuation des changements climatiques, la traite des femmes et la préparation des enseignants. L'organisation a dispensé une formation de sensibilisation sur l'égalité des sexes mettant en lumière la violence fondée sur le sexe, à l'intention des communautés confessionnelles et du personnel scolaire et a apporté des contributions aux droits de l'homme et à l'accès à la justice par la mobilisation des femmes, l'éducation civique et des électeurs et l'observation des élections en 2011.

15. Intersos Humanitarian Aid Organization

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

Intersos Humanitarian Aid Organization est une organisation d'aide humanitaire qui aide les personnes en danger et les victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés. Créée en 1992 avec l'appui de la Confédération italienne des syndicats de travailleurs, ses actions sont basées sur les valeurs de solidarité, de justice, de dignité humaine, d'égalité de droits et de chances pour tous et de respect de la diversité et la coexistence, avec une attention particulière accordée aux personnes les plus vulnérables et sans protection. L'organisation adhère aux codes de conduite internationaux des organisations humanitaires et aux valeurs et principes qui y sont exprimés. Elle est présente dans 17 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient. Depuis 2010, l'organisation est intervenue en Haïti, en Irak, en Jordanie, au Kurdistan, au Liban, au Mali, en Mauritanie, au Myanmar, au Pakistan, aux Philippines et en République démocratique du Congo. Les urgences complexes dans la région soudanaise du Darfour, au Mali, en Mauritanie, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud et au Tchad comptent parmi ses principaux objectifs. L'organisation a également aidé les réfugiés syriens au Liban et en Jordanie, tout en se préparant à intervenir à l'intérieur de la République arabe syrienne, si les conditions sécuritaire et politiques le permettent.

Buts et objectifs de l'organisation

Les projets sur le terrain, les urgences humanitaires et la préparation et la reprise rapide sont les trois principaux objectifs stratégiques de l'organisation. Les principaux champs d'intervention comprennent la fourniture de secours d'urgence aux populations civiles par la distribution de produits alimentaires et d'articles de première nécessité, l'approvisionnement en eau, la fourniture de soins de santé, la protection et la sauvegarde des droits de l'homme (avec une attention particulière accordée aux groupes les plus vulnérables), l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées dans leur propre pays, en créant des camps de réfugiés et des centres d'accueil, l'aide au retour des réfugiés et des personnes déplacées, l'aide à la reconstruction de logement et de services communautaires, la remise en fonctionnement des structures sociales et des services publics et l'aide à la reprise du dialogue pour promouvoir la paix et la réconciliation.

Changements à signaler

L'organisation a rejoint deux principaux réseaux humanitaires européens, à savoir les Organismes bénévoles de coopération en situation d'urgence et le Conseil international des agences bénévoles.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies à la fois par des interventions liées à sa mission principale, qui est de répondre aux urgences humanitaires dans le monde entier et, à travers l'échange d'idées, de meilleures pratiques et d'informations aux niveaux des programmes et des stratégies avec des

entités partenaires du système des Nations Unies. Grâce à sa communication externe en Italie et à l'étranger, l'organisation informe le public de l'importance de son partenariat avec les organismes des Nations Unies et de la pertinence des valeurs qui sont au cœur des activités des Nations Unies et de notre mission.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe activement aux forums des Nations Unies et aux réunions des organismes des Nations Unies, tant à leurs sièges respectifs que sur le terrain. Le bureau de l'organisation à Genève assure la liaison avec ses principaux partenaires humanitaires et participe à toutes les réunions pertinentes du Comité permanent interorganisations qui se tiennent à l'Office des Nations Unies à Genève et à d'autres réunions à Genève. L'organisation a également participé activement à de nombreuses réunions au niveau projet.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation est un partenaire actif de divers organismes du système des Nations Unies. L'organisation travaille, notamment, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, avec un accent particulier sur le Moyen-Orient et l'Afrique où elle met en œuvre des projets en faveur des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à travers la coordination des camps et des activités de protection. L'organisation travaille en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur les questions liées à l'enfance dans le cadre de plusieurs projets ainsi qu'avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour une réponse rapide aux urgences humanitaires à travers le monde.

L'organisation collabore régulièrement aux niveaux programme et stratégique avec d'autres agences du système des Nations Unies que sont : le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Service de la lutte antimines des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale pour les migrations, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et l'Organisation mondiale de la santé.

En outre, même si les projets ne sont pas directement financés par les organismes des Nations Unies, l'organisation participe à toutes les réunions de coordination afin de s'assurer que ses projets sont intégrés dans une réponse plus large de la communauté internationale aux situations d'urgence complexes et aux catastrophes naturelles. Quelques exemples de projets mis en œuvre par l'organisation et financés par les agences des Nations Unies sont énumérés ci-dessous :

- Avec le concours du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'organisation a assuré la protection, l'éducation, la formation professionnelle et des services communautaires et sociaux au profit des enfants touchés par la guerre et vulnérables au Liban, en Jordanie et au Yémen;
- Avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'organisation a fourni des interventions communautaires d'urgence, des

programmes d'assistance, des activités d'éducation et de protection liées aux questions de violence sexiste pour les personnes déplacées, les réfugiés et les rapatriés;

- En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'organisation met en œuvre des activités et la formation liées à la sécurité alimentaire des populations vulnérables vivant principalement en Somalie et au Tchad;
- Avec le soutien du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'organisation met en œuvre des services communautaires et de protection et la fourniture d'eau pour les réfugiés syriens en Jordanie et au Liban

Initiatives prises pour réaliser objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif 1, l'organisation s'est efforcée d'intervenir dans les situations d'urgence humanitaire à travers un soutien aux moyens de subsistance, de distributions de vivres et un programme travail contre rémunération.

S'agissant de l'objectif 2, l'organisation a travaillé, souvent en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à améliorer la situation là où l'éducation est entravée par des conflits ou des catastrophes naturelles. Bon nombre de ses projets ciblent les enfants afin de veiller à ce que des années d'éducation ne soient pas perdues et à les protéger contre les risques généralement associés aux conditions dans lesquelles se trouvent les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

En ce qui concerne l'objectif 3, l'organisation travaille à l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans tous ses projets et activités, afin de s'assurer notamment que les femmes vulnérables ne sont oubliées par la réponse humanitaire. Son approche communautaire garantit la pleine participation des femmes à la mise en œuvre de ses programmes et activités.

S'agissant des objectifs 4 et 5, l'organisation a mis en place plusieurs projets dans lesquels la santé occupe une place prépondérante. Elle s'est engagée à garantir de bonnes conditions de santé et d'hygiène, en particulier dans les situations d'urgence, y compris le bon fonctionnement des hôpitaux et des établissements de santé.

En ce qui concerne l'objectif 6, l'organisation promeut l'assainissement et l'hygiène et fournit des connaissances et des outils pour éviter les risques importants pour la santé et le bien-être.

S'agissant de l'objectif 7, l'organisation met en œuvre des projets visant à fournir un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base.